

9 octobre 2015

Front commun, austérité et pétrole **Trois manifs, trois solitudes qui ont soif d'une grève sociale**

Jeudi le 1^{er} octobre, pour la quatrième fois depuis le printemps, 35 000 parents, enfants et institutrices de partout au Québec ont fait la chaîne pour « protéger leur école »¹. Samedi, le 3 octobre, environ 30 000 syndiquées du Front commun et quelques alliés ont manifesté en soutien à leurs revendications dans le cadre de la Convention collective du secteur public². Tant les rangs des syndicats hors Front commun que ceux des associations étudiantes, qui ont astucieusement déployé une bannière géante vue du haut des airs réclamant une grève générale, et ceux des groupes populaires étaient très clairsemés³.

Finalement, dimanche le 4 octobre, quelques centaines de personnes, 300 selon Radio-Canada, dont beaucoup de personnes autochtones sont venues manifester à Montréal pour réclamer une enquête publique à propos des 1200 femmes autochtones et inuit disparues ou tuées depuis 30 ans, soit l'équivalent, de dire la représentante de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), de 8 000 Québécoises ou de 30 000 femmes canadiennes⁴. Mais il n'y avait pas beaucoup d'acointances entre les bases sociales de ces trois rassemblements, les uns n'étant pas généralement présents aux manifestations des autres, toutes proportions gardées.

Austérité et extractivisme ligués contre le plein emploi écologique

Pourtant les politiques d'austérité frappent de plein fouet tant les institutions d'enseignement (et de santé) et les employés de l'État que les femmes⁵ et les peuples autochtones et inuit. En contrepartie, la classe d'affaires offre la prétendue prospérité extractiviste du pétrole et des mines — en ce moment en crise sans doute pour longtemps — ardemment soutenus par les gouvernements canadien et québécois.

L'épargne nationale, quand ce n'est pas celle extérieure, se voit mobilisée en faveur d'un anti-écologique et inégalitaire projet de société jetant aux poubelles le plein emploi écologique fait de sobriété énergétique, d'énergies renouvelables, de transport collectif électrifié incluant l'auto-partage, d'édifices à consommation d'énergie nulle⁶, d'une ville sans autos privées. Et on oublie trop souvent que le plein emploi écologique est aussi une affaire d'abondants services publics de qualité dont la consommation d'énergie est intrinsèquement minimale, parce que ne fabriquant pas d'énergivores « produits », en plus d'être anti-consuméristes du fait même du temps long de l'enseignement et de soins riches en solidaires relations humaines, sans compter qu'ils favorisent l'égalité sociale par ses services gratuits et celle femme-homme par de bons emplois en grande partie féminins prenant la relève de maints services domestiques.

1 Voir mon album de photos « [Chaîne – Je protège mon école Maisonneuve](#) »

2 Voir mon album de photos « [Manifestation du Front commun du 3/10/15](#) »

3 Les organisateurs disent 150 000, Québecor 30 000. J'ai tenté une évaluation personnelle. Au coin Du Parc et Milton, la manif a défilé durant 90 minutes en rangs réguliers. J'ai fait deux décomptes d'une minute chacun à des moments très différents. Chaque fois, j'ai compté approximativement de 25 à 30 rangs d'une dizaine de personnes chaque rang. Ce qui fait $10 \times 30 \times 90 = 27\,000$. Radio-Canada parle de 225 autobus de l'extérieur, Le Devoir de 384, ce qui fait à peu près $40 \times 225 = 9\,000$ ou $40 \times 384 = 15\,360$. Il y aurait eu donc de 135 000 à 140 000 personnes de Montréal et ceci sans la présence des professeurs du primaire et du secondaire de Montréal, affiliés à la FAE hors Front commun, et sans la FIQ ? La CSN parle de 475 autobus. Selon un militant FSSS expérimenté de l'Outaouais, pour la manifestation du 29 novembre 2014 contre la loi 10, il y avait 17 autobus provenant de l'Outaouais. Pour la manifestation du 3 octobre 2015, 10 autobus seulement. Ceci dit, comme l'a constaté ce responsable syndical : « ...*bien que les évaluations soient contradictoires, les membres de nos syndicats qui ont participé ont vraiment apprécié et cela les encourage à continuer la mobilisation. Je fais un bilan positif de la manifestation.* »

4 Voir mon album de photos « [Manifestation pour les femmes autochtones](#) »

5 Jessica Nadeau, [Du désamour des élites libérales pour les femmes](#), Le Devoir, 5/10/15

6 [Émission Découverte du 4/10/15](#) démontre l'exemple de la nouvelle bibliothèque municipale de Varennes. Le coût énergétique épargné sera de 100 000\$ annuel pour un bâtiment de 10 millions \$. Son coût de construction supplémentaire aurait été moindre si ces nouvelles technologies étaient généralisées. L'épargne en énergie aurait été supérieure si le coût de l'électricité aurait été celui ontarien ou de New-York. En général, le coût initial de la transition énergétique est bloqué au Québec par l'austérité (Florence Sara G. Ferraris, [L'austérité libérale mine la transition énergétique](#), Le Devoir, 5/10/15)

Une grève sociale pour en finir avec le capitaliste Canada colonisateur

Peut-être suffira-t-il d'un gouvernement non Conservateur pour assurer une enquête publique sur les disparitions des femmes autochtones ; encore faudra-t-il que son mandat soit clair et large, son budget adéquat et que sa présidence soit crédible. De toute façon, comme l'a souligné Ellen Gabriel (Katsitsakwas)⁷ dans son allocution, le problème de fond, du point de vue des nations autochtones, c'est le Canada colonisateur⁸. Ce n'est pas pour rien que les nations autochtones se trouvent à la confluence du féminicide, du pétrole sale et de l'austérité⁹. Chose certaine, pour régler son compte au Janus de l'austérité et du pétrole, un changement de gouvernement n'y suffira pas. La tragédie grecque de cet été en témoigne.

Impossible de faire l'économie du soulèvement de toutes les composantes de la société, fait de grèves pro-actives, de blocages, d'occupations jusqu'à l'autogestion des services publics, ce qui au Québec s'appelle une « grève sociale »¹⁰. Ainsi sera ouvert le chemin vers un Québec indépendant pour exproprier les banques et sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique. Ce Québec-là saura remettre en question les frontières héritées de la province fédérale du Québec, en particulier les annexions de territoires autochtones et inuit en 1898 et en 1912, et offrira aux nations autochtones le souhaitant, une association fédérative de nations égales, garantie par des traités internationaux, comprenant d'importantes aires de gouvernement conjoint en plus des aires proprement nationales dont les frontières seront ouvertes.

Entre colère à la base et super-austérité, la bureaucratie syndicale sue sang et eau

La mobilisation actuelle ouvre-t-elle le chemin de la « grève sociale » ? Disons qu'elle ne le ferme pas. Maintenant que le mouvement syndical a laissé le gouvernement mettre en place sans coup férir son cadre budgétaire et législatif (ex. les loi 10 et 20) au lieu d'engager la bataille dès le printemps 2015 comme l'invitait à le faire le mouvement Printemps 2015 et à sa suite l'ASSÉ¹¹, la tactique conjointe du gouvernement et des directions syndicales est de

- 7 Elle a été la porte-parole de la communauté de Kanesatake durant la crise d'Oka en 1990. Elle a aussi été présidente de l'Association des femmes autochtones du Québec de 2004 à 2010. (Wikipédia francophone)
- 8 Le surgissement de la question écologique, et son corollaire, la mobilisation des nations autochtones pour la défense de la Terre-Mère, ont précipité la conscience du Canada comme État colonisateur (*Settler State* qu'on pourrait peut-être mieux traduire par État des colons... dans tous les sens du mot). Encore faudrait-il distinguer l'héritage français, qui tentait de subordonner les nations autochtones dans le cadre du commerce des fourrures, de l'héritage anglais qui en priorité les chassait pour accaparer leurs terres à des fins colonisatrices. Aujourd'hui le Canada est devenu un État typiquement capitaliste avec cette particularité que la bourgeoisie s'est construite par l'immigration post-conquête britannique une nation dominante anglophone. De ce fait, le Canada est devenu une prison des peuples pour les nations pré-conquête britannique. En découle que la stratégie du renversement du capitalisme repose sur l'unité du prolétariat, de facto majoritairement anglophone, avec ces nations opprimées dont le Québec est le fer de lance du fait de son importance démographique et économique et de son prolétariat relativement plus combatif dû à sa double oppression sociale et nationale. Ce qui fait de la lutte pour l'indépendance du Québec le tendon d'Achille de la domination de la bourgeoisie canadienne.
- 9 [L'accord de Kelowna](#) (Wikipédia français) de 2005 entre l'Assemblée des Premières nations et le gouvernement Libéral d'alors a été rejeté par le gouvernement Conservateur constitué en 2006.
- 10 Qu'est la grève sociale ? Un amalgame créatif de la journée du 11/12/03 contre les « lois scélérates », les manifs géantes du Printemps érable de 2012, l'occupation de l'usine Alcan d'Arvida en 2004 et *last but not least* le Front commun de 1972. (Voir les paragraphes « L'historique signification québécoise de grève sociale » : 1972, 2003 et 2012 » et « Leçons à tirer sur fond d'occupation-autogestion à l'ALCAN-Arvida en 2004 » dans Marc Bonhomme, « [Québec : Leçons d'hier, impératif d'aujourd'hui – Une grève sociale pour briser l'austérité permanente](#) », ESSF, 3/08/14)
- 11 Le principal blogueur de Presse-toi-à-gauche traîne Printemps 2015 dans la boue (Pierre Beaudet, [Rassemblement syndical en éducation - Le vent se lève](#), 6/10/15). L'élitisme et le gauchisme de cette organisation ont certes conduit le mouvement dans un cul-de-sac pour le moins disgracieux et dommageable. Mais la mobilisation étudiante du printemps dernier, avec l'assentiment de l'ASSÉ et particulièrement de ses associations les plus combattives, était suffisamment ample pour pouvoir entraîner à sa suite les syndicats du post-secondaire, ce qu'elle fit partiellement et sporadiquement particulièrement le premier mai. Le 2/04/15, selon l'ASSÉ, 75 000 personnes très largement étudiantes, alors que 135 000 étaient en grève ce jour-là, ont manifesté contre l'austérité et les hydrocarbures à Montréal. Cet élan aurait pu ensuite entraîner les autres secteurs et les autres associations étudiantes hors Montréal. La cause principale de l'échec réside dans le freinage de la haute direction du Front commun qui est allé jusqu'au dénigrement du mouvement étudiant et au refus d'appuyer la grève de 24 heures du premier mai des profs de cégep. Et il est faux de parler de non préparation du terrain : la manifestation de la Coalition mains rouges du 31/10/14, soutenue par une grève étudiante de 80 000 personnes, avait rassemblé de 40 à 50 mille personnes.

gagner du temps pour épuiser la militance¹² tout en jouant sur la division du mouvement. Par contre, l'ardeur austère de l'État employeur n'offre pas beaucoup de marge de manœuvre, ce qui n'arrange pas l'harmonie concertationniste entre les frères ennemis. D'où la nécessité pour la direction du Front commun d'organiser de grands rassemblements ponctuels, et une pression mobilisatrice locale constante, mais sans plan d'escalade. Assez de mobilisation pour appuyer les négociations tout en criant sa bonne foi de régler sans grève mais sans atteindre le seuil du déclenchement d'une dynamique « grève sociale ». Pour la direction du Front commun, rien ne presse pour démarrer le cycle des six jours de grèves rotatives, censé commencer après les élections fédérales du 19 octobre, dont une partie pourrait se tenir seulement au début 2016¹³.

La combative aristocratie syndicale

Ce n'est pas un hasard si un tiers des professeurs du primaire et du secondaire (FAE), dont ceux et celles de Montréal, et le syndicat des infirmières (FIQ) font bande à part. Plus sympathiques vis-à-vis le grand public de par leurs rapports plus intimes avec lui alors que le mouvement syndical en général a mauvaise presse, ces syndicats sont tentés par le corporatisme combatif¹⁴ pour forcer l'employeur à régler à meilleur compte aux dépens de la foule des anonymes. Cette contradiction est d'autant plus aiguë que la majorité féminine de cette foule est mal payée et donc qu'elle insiste particulièrement sur les revendications salariales mal vues du grand public, le lien avec la qualité des services n'étant pas évident. En plus, quand les soins laissent à désirer, pour raison de coupures, ces femmes sont les premières blâmées par la famille... et les premières que la famille, essentiellement les femmes, peut remplacer sans frais... ce que sait le gouvernement. Cyniquement, la direction du Front commun en rajoute au point de donner une priorité quasi exclusive à la question salariale à la table centrale.

Il est ainsi plus aisé de détacher la lutte du Front commun de celle contre l'austérité, ce qui pourrait faciliter un règlement... à rabais, par exemple renoncer un tant soit peu au gel salarial des deux premières années ou accorder un mince mais attrayant forfait initial. Les syndicats « sympathiques » hors Front commun, accordant moins d'importance à la question salariale, pourraient ouvrir le bal moyennant cependant d'autres concessions plus spécifiques eu égard aux conditions de travail auxquelles ils tiennent. Mais ce pourrait aussi être l'une ou l'autre composante du Front commun pour qui aussi la question salariale est secondaire. Selon un responsable syndical de l'Outaouais, « [c]'est ce qui s'est passé en 2005. La Fédération des professionnels CSN a accepté une entente de principe et laissé tomber la FSSS. »

L'épaisseur du mur austère pousse malgré tout à l'unité combative

Toutefois l'épaisseur du mur de l'austérité pourrait rendre caduques ces scénarios, autrefois habituels, par exemple en 2010, en faveur d'une loi spéciale comme en 2005, une hantise pour la direction du Front commun. Est-ce pour cette raison que la FAE semble maintenant vouloir mieux se coordonner avec le Front commun¹⁵ et que celui-ci semble vouloir précipiter

12 La loi 30 en 2003 et celle 10 en 2015 ont imposé dans le secteur de la santé des syndicats géants répartis sur un grand nombre d'établissements mais n'assurant pas pour autant l'unité syndicale par établissement étant donné la segmentation par fonctions. « *Plusieurs syndicats locaux font un travail de titan pour aller chercher leurs votes de grève et informer les membres. Au CSSS de Gatineau le syndicat a tenu 38 assemblées.* » (un responsable syndical régional) En résulte un retard de la mobilisation dans ce secteur et une difficile unité intersyndicale.

13 Selon un militant d'un syndicat des employés de soutien d'un cégep montréalais, « *le plan original du Frpnt commun était de faire la grève au printemps 2016 et non en 2015. Les journées de grève vont être divisées en trois "vagues", dont la première serait une journée de grève rotative sur dix jours. Pour les deux autres phases, des nouveaux avis de grève seraient envoyés, ce qui met un minimum de sept jours entre les autres journées de grève. La relâche de Noël nous guette...* »

14 La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) regroupant ce tiers syndical enseignant hors Front commun a été la première à tenir une journée de grève combinée à une manifestation le 30 septembre rassemblant, selon les organisateurs, 25 mille personnes. Mais, trois jours plus tard, elle se désistait de la manifestation du Front commun. Pendant ce temps, la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), dont le noyau sont les infirmières, se retirait de la table de négociations... pour mieux y revenir quelques jours plus tard.

15 David Gentile et Michel Pépin, [Négociations dans le secteur public : début de la grève tournante le 26 octobre](#), Radio-Canada, 8/10/15 ;

l'utilisation de son mandat de six jours de grève¹⁶ ? Le taux élevé d'approbation pour la grève, même si la loi des services essentiels surtout dans la santé rend celle-ci plus symbolique que réelle, tout comme l'importance relative de la mobilisation pousse dans le dos des uns et des autres. Et voici que les syndicats d'employés municipaux, après l'accalmie suite à leur défaite à propos des régimes de pension, se requinquent contre le nouveau pacte fiscal invitant les administrations municipales à se servir dans les conventions collectives suite à leur obtention du droit de décréter les conditions de travail de leurs employés.¹⁷

La grande peur des directions syndicales, et dans une moindre mesure du gouvernement, est d'être rejetées par la base syndicale, rejet qui pourrait aller jusqu'au scénario de 1972 mais sans que cette fois l'État ait la marge de manœuvre nécessaire pour faire des concessions importantes afin d'éviter une insurrection qui avait alors été amorcée. L'emprisonnement des présidents des centrales leur avait alors permis de garder la confiance de la base. C'est de leur prison qu'ils négocièrent avec le gouvernement la fin de la grève illégale moyennant de substantielles concessions. Cette fois-ci ce serait beaucoup plus répressif sans compter que les directions syndicales risqueraient le cauchemar de perdre la formule Rand garantissant « l'impôt syndical ».

Le cancer du consensus des opprimés bloque la construction de la gauche syndicale

Comment sortir de la danse macabre entre la direction du Front commun et le gouvernement ? On attend le surgissement d'une opposition syndicale capable de démocratiser le processus de décision syndicale de bas en haut de sorte à amorcer une escalade de moyens de pression jusqu'à la grève sociale. À ce titre l'échec d'Offensive syndicale comme regroupement de syndicalistes de gauche est une tragédie. Pourquoi s'être contenté de conférences alors qu'il fallait une organisation de lutte pour la grève sociale ce qui impliquait une opposition acharnée contre la bureaucratie syndicale ? Pourquoi Alternative socialiste, une des deux organisations initiatrices, qui voulait cette orientation à laquelle s'opposait le Front d'action socialiste souhaitant des conférences, n'a-t-elle pas saisi l'assemblée générale de ce désaccord au lieu de déclarer forfait ? Pourquoi les syndicalistes expérimentés venant aux assemblées générales n'ont-ils pas eux-mêmes exigé une telle transformation ? Y a-t-il quelque part une peur de la lutte interne, peur causée par le cancer du consensus, cette maladie mortelle des opprimés. Comment alors réclamer la démocratie dont la confrontation des idées est le mode opératoire ?

Aujourd'hui, des rescapés d'Offensive syndicale appellent à soit des comités intersyndicaux de mobilisation au niveau de l'établissement¹⁸, soit à des comités de grève régionaux¹⁹. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais de là il faudra aller aux assemblées générales statutaires locales, régionales et nationales, avancer, conformément à un plan concerté, ses idées de grèves-occupations, de blocages, de traquages, d'assemblées fréquentes, de comités de mobilisation. Et surtout il sera inévitable de confronter la plupart du temps — au niveau local il existe des exécutifs combatifs et démocratiques en tout ou en partie — l'enfirouapeuse bureaucratie syndicale. On peut être assuré qu'une attitude « consensuelle » de non confrontation des idées à la mode d'Offensive syndicale garantit l'échec.

L'assemblée générale syndicale reste le cœur de la grève sociale

On ne pourra pas compenser l'échec sur le dos des comités « Je protège mon école » ou autres comités conjoints. Ces comités sont certes la voie d'accès vers le grand public et un stimulant pour la mobilisation syndicale. Il en est de même pour la nébuleuse des groupes anti-hydrocarbures depuis peu fédérés dans le Front commun pour la transition énergétique²⁰ dont le plan d'action est pour l'instant mince, malgré l'échéance de la Conférence de Paris qui se rapproche, et pas du tout relié à la lutte contre l'austérité sauf pour une revendication de la

16 Presse canadienne, [Le front commun prêt à déclencher la grève dès le 26 octobre](#), Radio-Canada, 9/10/15

17 Claude Généreux, [Un \(nouveau\) pacte \(fiscal\) d'agression : "Reprenez au suivant"](#), Presse-toi-à-gauche, 29/09/15

18 Collectif d'employé-e-s et d'enseignant-e-s du Collège de Maisonneuve, [Pour des comités intersyndicaux de mobilisation](#), Presse-toi-à-gauche, 22/09/15

19 Lutttes communes, [Assemblées intersyndicales de grévistes](#), visité le 7/10/15

20 [Front commun pour la transition énergétique](#), visité le 8/10/15

composante Coalition des Étudiant(e)s contre les oléoducs (Coalition ÉCO)²¹ qui commence à se distinguer par son dynamisme et par sa radicalité. Ou encore pour la Coalition mains rouges qui semble en mode d'attente active prête à réagir à une loi spéciale²². Ou la toute récente Coalition contre le travail précaire qui réclame un salaire minimum de 15\$ l'heure au Québec comme ce le sera... en Alberta dans trois ans, campagne susceptible de renforcer le grand front contre l'austérité en mobilisant les travailleuses non syndiquées et les syndiqués du secteur privé.²³

Il en est de même aussi pour l'ASSÉ carburant à l'énergie du Printemps érable 2012, ce qui lui permet de s'élargir alors que les associations étudiantes modérées sont en crise tout en ayant la crédibilité de convoquer le mouvement syndical. Toujours à la fine pointe de la convergence et de la mobilisation avec son Rassemblement syndical en éducation (RSÉ)²⁴, elle appelle à une grève-manifestation étudiante-syndicat de l'éducation le 5 novembre et à des assemblées générales en cas de décret ou de loi spéciale. Le RSÉ se réunira à la fin octobre pour examiner, entre autre, une proposition pour « *une grève générale illimitée, si au moins 10 000 travailleurs et 25 000 étudiants obtiennent un mandat similaire.* »²⁵

Reste que, tout en rendant au contexte social et politique ce qui lui revient, il faut toujours se souvenir que c'est le mouvement syndical proprement dit qui est au centre de la grève sociale. Que ce sont dans les assemblées générales, et leurs coordinations et autres comités de travail, et sur les lieux mêmes de travail que les décisions cruciales se prennent et où les réseaux in vivo se construisent dussent-ils être soutenus par des réseaux sociaux et toute une infrastructure de formation, d'information et de soutien.

Québec solidaire carbure à la « bonne foi » gouvernementale et non à la grève sociale

S'il y a cependant une intervention par en haut susceptible de modifier le rapport de forces donnant des ailes à la militance syndicale, ce serait un discours des porte-parole et députés de Québec solidaire qui sortirait de l'ornière des faciles dénonciations du gouvernement Couillard et des appels trompeurs pour des négociations de « bonne foi »... appuyés par une résolution unanime de l'Assemblée nationale à l'initiative Solidaire²⁶. La direction Solidaire, tout en appuyant le mouvement syndical et anti-austérité et en organisant de petits cortèges lors des manifestations, n'a jamais explicitement appuyé leurs revendications que ce soit le budget des dix milliards \$ de la Coalition mains rouges repris par l'ASSÉ ou les demandes salariales ou celles reliées aux conditions de travail du Front commun.

À quand un appel public et explicite pour une grève sociale ? À quand une déclaration disant au peuple québécois que suite à une grève sociale qui décolle et à laquelle il contribuera de toutes ses forces, le parti est prêt à participer ou à diriger un gouvernement issu de la rue ? La face du monde n'en serait pas changée mais celle du Québec, oui. Ainsi Québec solidaire ne tomberait pas dans le piège de Syriza qui a capitulé en rase campagne parce qu'il tenait son mandat exclusivement des urnes sur fond d'un mouvement social en berne qu'il n'a pas voulu ressusciter des morts. Le Québec n'est pas la Grèce ? Les comparaisons sont toujours boiteuses. Mais on peut affirmer que le Québec se pose comme le mauvais élève de la zone ALÉNA, comme un bastion de combativité qui emmerde au suprême degré le patronat qui veut le casser. Le Front commun, phénomène unique au nord du Rio Bravo / Grande depuis près d'un demi-siècle, en est l'éclatante preuve

21 [Coalition ÉCO](#), visité le 8/10/15

22 Coalition mains rouges, [Faisons converger nos efforts contre l'austérité...](#), 21/09/15

23 Actualité régionale de 7h30 du 8/10/15, [Gravel le matin](#), Chaîne Première de Radio-Canada

24 [Rassemblement syndical en éducation](#), visité le 8/10/15

25 Sarah R. Champagne, [Une manifestation éclair pour garder l'automne chaud](#), Le Devoir, 8/10/15

26 Communiqué de Québec solidaire, [Prochaine convention collective du secteur public – Le gouvernement devra négocier de bonne foi grâce à Québec solidaire](#), 30/10/14

Il faut choisir : fausse représentation ou lutte interne

Des militants Solidaires à Québec et à Montréal tentent de rassembler la militance syndicale Solidaire et sympathisante afin d'intervenir au sein du mouvement syndical. C'est dû depuis longtemps. Si on en juge par la déclaration du groupe de Québec²⁷, ce groupe invite le mouvement syndical à la « *grève générale* » et la population à la « *grève sociale* ». Il présente aussi le parti comme « *propos[ant] un nouveau projet de société* ». Fort bien... à part le fait que ce n'est là nullement le discours de la direction du parti et que son discours politique réellement existant résonne uniquement de social-libéralisme²⁸ financé par le capital financier. On appelle ça de la fausse représentation. La première tâche d'un regroupement syndical au sein de Québec solidaire serait de mener une implacable lutte interne pour justement changer ce discours pour le rendre conforme au programme du parti qui réclame de « *dépasser le capitalisme* ».

Assez du « petit pain » des éternels perdants, « Think big »

La lutte du Front commun va bientôt rentrer dans sa phase décisive. Sa direction bureaucratique n'est plus sur la défensive comme au printemps dernier quand les militants lui avaient tombé dessus à bras raccourcis²⁹. Mais elle est coincée entre la mobilisation tout azimut contre l'austérité qui monte et l'intransigeance de la bourgeoisie qui veut régler son compte au prolétariat québécois. Il y a dans l'air comme une odeur de 1972... ou est-ce de 2012 ? À l'emprisonnement de quarante responsables syndicaux le prolétariat québécois avait répondu par une immense grève générale qui a flirté avec l'insurrection. À la loi liberticide du gouvernement Charest, il a rappliqué quarante ans plus tard par le concert des casseroles sur fond de grève étudiante, porte ouverte à un nouveau et différent 1972 contre l'austère néolibéralisme guerrier et obscurantiste. À l'heure de vérité, tout peut basculer d'un bord comme de l'autre.

Marc Bonhomme, 9 octobre 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

27 Comité intersyndical de Québec solidaire de la Capitale-Nationale, [Négociation du secteur public : DEBOUT CONTRE L'AUSTÉRITÉ PERMANENTE -- Grève, services essentiels, décret : Que faire ?](#) (Tract), Presse-toi-à-gauche, 6/10/15

28 Un exemple récent sur mon site web : [À la veille de la Conférence de Paris sur le climat, Québec solidaire capitule](#), 2/10/15 ; ou une analyse plus systématique : [Il y a quelque chose qui cloche à Québec solidaire](#), 20/03/15

29 Marc Bonhomme, [Syndicalisme : au Québec, le président de la CSN se fait passer un savon magistral](#), ESSF, 11/04/15